



INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE

Depuis le début 2019, une intensification des attaques des groupes armés dans les villages du nord-est du Burkina Faso a provoqué une détérioration des conditions sécuritaires et une dégradation du tissu économique et des moyens de subsistance des populations vivant dans la zone¹. En résulte une augmentation rapide du nombre de personnes déplacées internes (PDI) dans le pays. Ainsi, on dénombrait **1 218 754 PDI au Burkina Faso** en avril 2021².

Ce phénomène a eu pour conséquence une hausse démographique importante dans plusieurs villes des régions considérées comme en crise humanitaire du Burkina Faso, y compris dans des zones où les conditions sécuritaires sont extrêmement volatiles. En résulte des installations de PDI massives dans les centres urbains. Ces dernières sont très variées : sites spontanés et sites aménagés (regroupés sous l'appellation de sites d'accueil temporaires (SAT)), ou encore intégration au tissu urbain au sein des communautés non déplacées. De plus, les communautés déplacées s'installent souvent dans des secteurs caractérisés par des conditions socioéconomiques très précaires, et s'implantent sans autorisation ou propriété sur les terres³. **En résulte une importante pression sur les conditions de logement et d'accès à la terre dans les zones d'accueil.**

REACH a réalisé entre le 17 et le 23 mai 2021 des **collectes de données** auprès de **trente informateurs clés (IC)** au niveau de la **ville de Pouytenga**. L'objectif était de renseigner la stratégie du cluster abri et du sous-cluster LTB, en matière de conditions de logement, d'accès aux AME et de LTB.

La ville de Pouytenga est caractérisée par une présence importante de PDI en périphérie, au niveau des zones non loties, ainsi que dans le sud de la ville (Koumbogo). Les données indicatives obtenues sont rapportées **au niveau de la ville**, pour les cinq zones couvertes par l'évaluation.

Tableau 1. Nombre d'IC enquêtés par site

	Nombre d'IC enquêtés
Secteur 3, zone de l'abattoir	6
Secteur 3, au sud de l'axe d'Andemtenga	6
Ramessen	6
Yargo	6
Koumbogo	6

Tableau 2. Rôle des IC interrogés au sein de la communauté

	Nombre d'IC enquêtés
Leader religieux	9
Habitant de la zone	6
Leader communautaire	5
Représentant de groupes vulnérables	4
Représentant de la communauté non déplacée	3
Autorité coutumière	2
Représentant de la communauté PDI	1

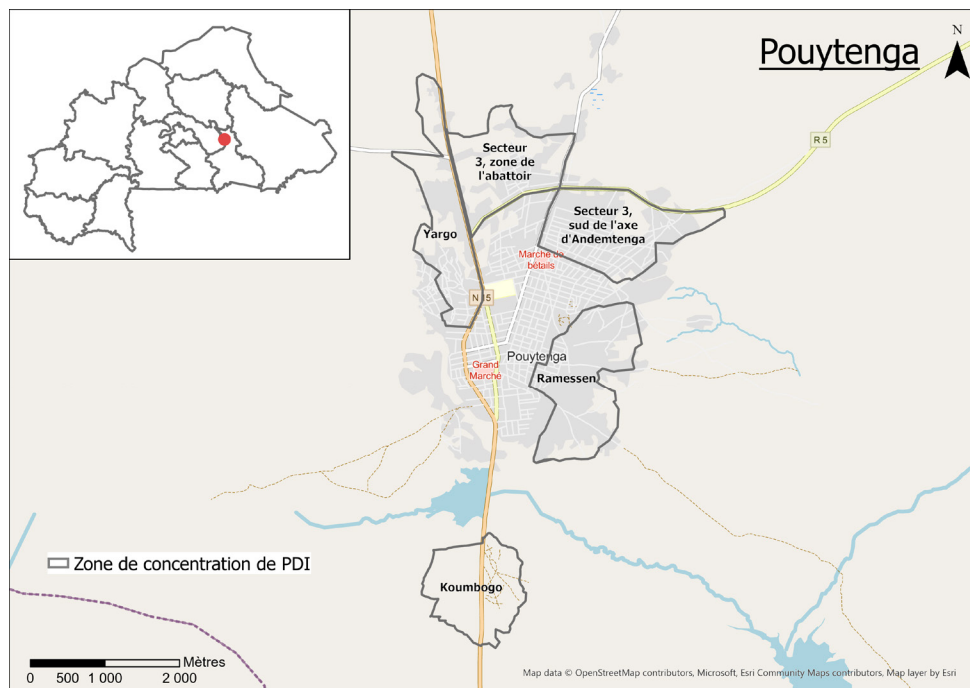
Sexe des IC enquêtés dans la ville de Pouytenga

Homme 28/30 | Femme 2/30

Statut des IC enquêtés dans la ville de Pouytenga

Déplacés internes 5/30 | Non déplacés 25/30

Carte 1. Couverture géographique de la collecte de données



1 REACH, Suivi de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières, 2019-2021

2 Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), Situation des personnes déplacées internes dans les communes, avril 2020

3 REACH, Note stratégique Module de coordination et de gestion des camps (CCCM), 2020



Typologie d'installation et peuplement des abris

La localité de Pouytenga est située en **milieu urbain** et fait partie de la commune de Pouytenga, qui compte une population de 118 511 personnes⁴, et accueillerait 7 764 PDI⁵.

Principaux types d'installation de la majorité des PDI rapportés par les IC au niveau du centre urbain⁶

Dispersé	28/30	
Groupé	4/30	

Selon la majorité des IC, une partie de ces PDI est établie de façon **dispersée** dans la ville, dans les zones péri-urbaines. Parmi les 4 IC ayant rapporté l'existence d'installations groupées, l'ensemble a rapporté des sites spontanés regroupant plus de 20 ménages PDI.

Les ménages PDI installés dans le secteur 3, dans la zone de l'abattoir et au sud de l'axe d'Andemtenga, vivent en zone lotie selon l'ensemble des IC.

Les quartiers de Koumbogo, Yargo et de Ramessen sont quant à eux situés principalement en zone non lotie.



24% : pourcentage moyen de ménages partageant un abri avec un **ménage non déplacé** selon les IC



15% : pourcentage moyen de ménages partageant un abri avec un **ménage PDI** selon les IC

9

Nombre moyen de personnes vivant dans un même abri, selon les IC



Nature et occupation des abris

Principaux types d'abris rapportés par les IC au niveau du centre urbain⁷

Maisons construites	25/30	
Bâtiments inachevés	16/30	
Constructions non destinées au logement	9/30	

Parmi les IC ayant rapporté des ménages vivant dans des maisons construites, la quasi-totalité (22/25) ont indiqué qu'il s'agissait de **maisons en dur**.

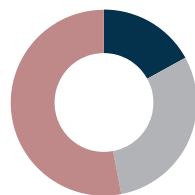
Les IC ayant indiqué des ménages vivant dans des bâtiments inachevés se situent principalement à **Koumbogo, Ramessen et dans le secteur 3 au sud de l'axe d'Andemtenga**. La moitié des IC de Ramessen ont aussi indiqué des ménages vivant dans des constructions non destinées au logement.

rapporté que la modalité d'accès à la terre était **payante**. Un IC du secteur 3, **au sud de l'axe d'Andemtenga**, a rapporté que des ménages étaient installés **sans aucun type d'accord** dans des logements (occupation illégale).

La majorité des IC (24/30) a rapporté la présence de **ménages PDI vivant dans des abris en location** dans la ville de Pouytenga, dans l'ensemble des zones couvertes par l'évaluation.

Ces PDI doivent payer des loyers, dont les prix n'auraient **pas fluctué** au cours des six mois précédant la collecte de données selon la majorité des IC. Cependant, trois IC de **Yargo** et trois IC du secteur 3 **au sud de l'axe d'Andemtenga** ont rapporté une augmentation. Le prix du loyer moyen par mois se situe entre **1 000 et 9 000 francs CFA** selon les IC. De plus, les loyers n'incluraient pas les dépenses de type eau et électricité.

Nombre d'IC rapportant la proportion de ménages disposant de suffisamment d'espace de couchage dans l'abri pour tous leurs membres



5/30 L'ensemble

9/30 50% ou plus

16/30 Moins de 50%

0/30 Aucun

Dans la majorité des zones couvertes par l'évaluation, environ 50% des ménages semblent disposer de suffisamment d'espace dédié au couchage dans l'abri. Ce dernier semble particulièrement **manquer à Yargo** où l'ensemble des IC a indiqué que moins de 50% des ménages disposait de suffisamment d'espace pour leurs membres pour dormir.

Principaux modes d'accès à la terre et au logement des ménages selon les IC

A LA TERRE

Propriétaire	21/30	
Prêt ou don de terre	6/30	

AU LOGEMENT

Propriétaire	21/30	
Prêt ou don de logement	6/30	

L'ensemble des IC ayant indiqué que la majorité des ménages sont propriétaires ont rapporté que ces ménages détenaient la **propriété complète**, c'est-à-dire le logement et la parcelle. Pour les ménages bénéficiant de prêt ou de dons, la majorité des IC a

⁴ Institut national de la statistique et de la démographie, *Cinquième recensement général de la population et de l'habitation du Burkina Faso*, septembre 2020

⁵ CONASUR, Situation des personnes déplacées internes dans les communes, avril 2020

⁶ Réponse à choix multiples

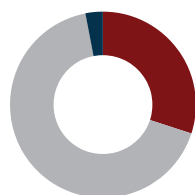
⁷ Réponse à choix multiples





Etat des abris

Nombre d'IC rapportant que la population de leur localité vivait dans des abris endommagés lors de la collecte de données



9/30	L'ensemble
0/30	50% ou plus
20/30	Moins de 50%
1/30	Aucun

A **Ramessen**, la totalité des IC ont rapporté que **moins de la moitié des ménages** vivaient dans des abris endommagés lors de la collecte de données. La situation semblait relativement bonne à Koumbogo et dans le secteur 3 au sud de l'axe d'Andemtenga. En revanche, à **Yargo**, la majorité des IC (4/6) ont rapporté que **l'ensemble de la population vivait dans des abris endommagés**.

Principales causes des dégâts rapportées par les IC⁸

Vent	8/9	
Inondations	7/9	
Termites	2/9	

Le vent semble être une problématique majeure au niveau de **Yargo**.

Principaux dégâts matériels constatés par les IC au niveau des abris du centre urbain⁹

Ouvertures / fissures dans les murs	21/30	
Ouvertures / fissures dans le toit	13/30	
Effondrement de certains murs	13/30	
Absence de fenêtres	9/30	

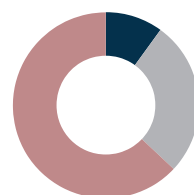
A **Koumbogo**, l'effondrement de certains murs a été rapporté comme principal dégât dans l'abri par 5/6 IC.

La majorité des IC (23/30) ont rapporté que moins de 50% des ménages avaient été en mesure de réparer les dégâts au niveau de leur abri, dans les trois mois précédant la collecte de données. Le manque de moyens financiers pour acheter du matériel de réparation (21 IC) et pour faire appel à un professionnel (7 IC) étaient les principales causes expliquant les difficultés de réparation.

Principaux problèmes (hors dégâts matériels) rapportés par les IC au niveau des abris¹⁰

Manque d'éclairage dans l'abri ou à proximité	17/30	
Pas d'accès aux services d'eau et/ou assainissement	17/30	
Logement / environnement insalubre	12/30	

Nombre d'IC rapportant la proportion de ménages disposant de conditions d'intimité adéquates pour tous les membres dans l'abri



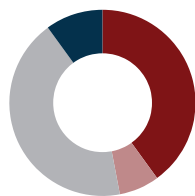
2/29	L'ensemble
8/29	50% ou plus
19/29	Moins de 50%
0/29	Aucun

L'accès des ménages à l'intimité pour l'ensemble de leurs membres semble particulièrement critique à **Yargo** où l'ensemble des IC a indiqué que moins de 50% y avait accès. Dans le **secteur 3, zone de l'abattoir**, la situation était également critique selon les IC.



Environnement et accessibilité des abris

Nombre d'IC rapportant la proportion de ménages comptant des personnes à mobilité réduite avec des difficultés d'accès à l'abri ou aux infrastructures d'eau et d'assainissement de l'abri



12/29	L'ensemble
1/29	50% ou plus
13/29	Moins de 50%
3/29	Aucun

La présence de membres à mobilité réduite au sein des ménages rencontrant des difficultés d'accès à l'abri, à l'eau et à l'assainissement était **particulièrement forte dans le secteur 3, dans la zone de l'abattoir**, selon les IC. En revanche, cela concernait moins de 50% des ménages de **Ramessen**.

La majorité des IC (17/30) ont rapporté que la majorité des ménages vivait en zone inondable, en particulier au niveau de **Koumbogo et de Ramessen**. Aucune mesure d'atténuation des risques d'inondation ne semble avoir été mise en place, selon les IC.

Dix-sept IC ont rapporté que les ménages **manquaient d'accès aux services d'eau et/ou d'assainissement** au niveau des zones couvertes par l'évaluation. Par ailleurs, 12/30 des IC ont rapporté que les logements et l'environnement étaient **insalubres**, dont quatre IC du **secteur 3 au sud de l'axe d'Andemtenga**. Enfin, cinq IC, dont trois à Yargo, ont indiqué un **manque d'accès aux services sociocommunautaires de base** (marchés, écoles, centres de santé)¹¹.

⁸ Réponse à choix multiples
⁹ Réponse à choix multiples

¹⁰ Réponse à choix multiples
¹¹ Réponse à choix multiples



Accès à la terre des PDI

Une majorité d'IC (20/30) a rapporté que la majorité des PDI **rencontrait des difficultés** pour accéder à la terre dans la ville de Pouytenga, au cours des trois mois précédant la collecte de données.

Les quartiers de Koumbogo et Yargo, ainsi que le secteur 3 dans la zone de l'abattoir semblent dans une situation particulièrement critique en matière d'accès à la terre des PDI selon les IC.

Principales raisons rapportées par les IC pour expliquer les difficultés des PDI à accéder à la terre¹²

Manque de moyens financiers	20/20	
Manque de confiance des propriétaires terriens	8/20	
Manque de volonté des autorités locales	5/20	

A **Yargo** et dans le **secteur 3, zone de l'abattoir**, respectivement un IC a rapporté des **problèmes de coexistence pacifique**.

Une majorité d'IC (22/30) a rapporté connaître des PDI exploitant des terres dans la localité au moment de la collecte de données.

Principales utilisations faites des terres par les ménages PDI selon les IC¹³

Habitat	16/22	
Commerce	14/22	
Agriculture	8/22	

Des terres étaient principalement utilisées pour l'agriculture dans le secteur 3, zone de l'abattoir et à Ramessen.

Principal mode d'obtention des terres par les PDI rapporté par les IC¹⁴

Don par des proches	17/22	
Prêt	13/22	
Location	12/22	



Risques liés à l'accès au logement et conflits fonciers

Type d'accord locatif de la majorité des ménages, selon les IC

Accord formel	3/30	Accord informel	27/30
---------------	------	-----------------	-------

Les IC ayant indiqué la présence de PDI vivant dans des abris en location ont rapporté en majorité que ces PDI **ne disposaient pas de baux formalisés**.

Un tiers des IC a rapporté des personnes en difficulté pour accéder au logement en raison d'un **manque de documents légaux** au cours des trois mois précédant la collecte de données, dont 5/6 IC de **Yargo**.

Au total, vingt IC ont rapporté des cas d'éviction au cours des trois derniers mois. Parmi eux, quatre IC de **Yargo** ont indiqué des **évictions fréquentes** (plus d'une par mois). L'ensemble des IC de **Koumbogo** ont quant à eux indiqué des **évictions occasionnelles**.

Principales raisons rapportées par les IC pour expliquer les cas d'éviction¹⁵

Incapacité à payer le loyer	17/20	
Dispute concernant le montant du loyer	8/20	
Le propriétaire terrien est revenu et a réclamé l'abri	4/20	
Dispute autour de l'occupation avec le propriétaire	4/20	

Huit IC ont rapporté l'existence de conflits fonciers dans la ville de Pouytenga, dont la moitié des IC de Koumbogo.

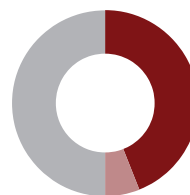
Principaux conflits fonciers rapportés par les IC au moment de la collecte de données¹⁶

Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	4/8	
Accaparement des terres	4/8	
Problèmes de limites des parcelles	2/8	

Dans le secteur 3, dans la **zone de l'abattoir**, des **tensions entre éleveurs et agriculteurs** et des disputes autour de l'**exploitation des ressources naturelles** ont aussi été rapportées.

Enfin, à **Koumbogo**, la **remise en cause des transactions foncières** serait à l'origine de conflits selon un IC.

Nombre d'IC rapportant la proportion de ménages concernés par ces problèmes de LTB



8/18	L'ensemble
1/18	50% ou plus
9/18	Moins de 50%
0/19	Aucun

Il n'y a pas de consensus sur la proportion de ménages concernée par ces problèmes de LTB dans la ville de Pouytenga.

¹² Réponse à choix multiples

¹³ Réponse à choix multiples

¹⁴ Réponse à choix multiples

¹⁵ Réponse à choix multiples

¹⁶ Réponse à choix multiples



AME



27/29 des IC ont rapporté que la majorité des ménages de leur site n'était pas en mesure de couvrir ses besoins en articles de couchage, y compris en moustiquaires au cours des trois mois précédant la collecte de données



25/28 des IC ont rapporté que la majorité des ménages de leur site n'était pas en mesure de couvrir ses besoins en ustensiles de cuisine et en vaisselle au cours des trois mois précédant la collecte de données



26/29 des IC ont rapporté que la majorité des ménages de leur site n'était pas en mesure de couvrir ses besoins en éclairage au cours des trois mois précédant la collecte de données

Dans le secteur 3, la zone de l'abattoir semblait avoir un accès relativement moins préoccupant aux AME au cours des trois mois précédant la collecte de données que les autres zones évaluées.

L'accès à l'éclairage semble être une problématique majeure au niveau des zones enquêtées dans la ville de Pouytenga. En effet, 17 IC ont rapporté le manque d'éclairage dans les abris et à proximité comme principal problème (hors dégâts matériels) dans les abris.

Principales raisons rapportées pour expliquer les difficultés de couverture des besoins en AME au cours des trois mois précédant la collecte de données¹⁷

Manque de moyens financiers	28/30	
Difficulté de transport pour accéder aux marchés	6/30	

D'autres problèmes ponctuels ont également pu être rapportés, notamment le **manque d'approvisionnement** des marchés en AME, et l'**importante insécurité sur la route** pour se rendre aux marchés.



Assistance

La quasi-totalité des IC (29/30) a rapporté que moins de la moitié des ménages avaient bénéficié d'une assistance humanitaire en abri au cours des trois mois précédant la collecte de données. Parmi eux, vingt-trois IC ont rapporté qu'aucun ménage n'avait bénéficié d'assistance en abri sur cette période. En particulier, **aucune assistance n'aurait eu lieu à Ramessen.**

Principales assistances en abri reçues par les ménages bénéficiaires au cours des trois mois précédant la collecte de données, selon les IC¹⁸

Appui à la location d'un logement	4/7	
Construction d'abris	3/7	
Distributions (abris, matériels)	2/7	
Réhabilitation d'abris	2/7	

De même, la quasi-totalité des IC (29/30) a rapporté que moins de la moitié des ménages avaient bénéficié d'une assistance humanitaire en AME au cours des trois mois précédant la collecte de données.

Parmi eux, dix-sept IC ont rapporté qu'aucun ménage n'avait bénéficié d'assistance en AME sur cette période. En particulier, **aucune assistance n'aurait eu lieu à Ramessen.**

L'assistance semble avoir été principalement reçue au niveau de la zone de l'abattoir dans le secteur 3, mais concernerait une minorité de ménages.

Enfin, la quasi-totalité des IC (26/30) a rapporté que moins de la moitié des ménages avaient bénéficié d'une assistance humanitaire en LTB au cours des trois mois précédant la collecte de données.

Parmi eux, dix-neuf IC ont rapporté qu'aucun ménage n'avait bénéficié d'assistance en LTB sur cette période. En particulier, **aucune assistance n'aurait eu lieu à Ramessen.**

L'assistance semble avoir été principalement reçue au niveau du secteur 3 (zone de l'abattoir et au sud de l'axe d'Andemtenga), et dans le quartier de Yargo.

L'assistance en LTB comprend notamment des aides financières pour le paiement des locations, des appuis pour l'obtention légale de terres ou de logement, ou encore la mise en place de structures ou de comités pour la gestion des conflits fonciers.

La région du Centre-Est, dans laquelle se situe la ville de Pouytenga, n'est considérée comme une région en crise humanitaire **que depuis 2021**¹⁹. L'identification récente des besoins et les délais de mises en oeuvre pourraient expliquer le fait que peu d'IC interrogés aient rapporté une assistance.

¹⁷ Réponse à choix multiples
¹⁸ Réponse à choix multiples

¹⁹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies, [Aperçu des besoins humanitaires](#), 2021

